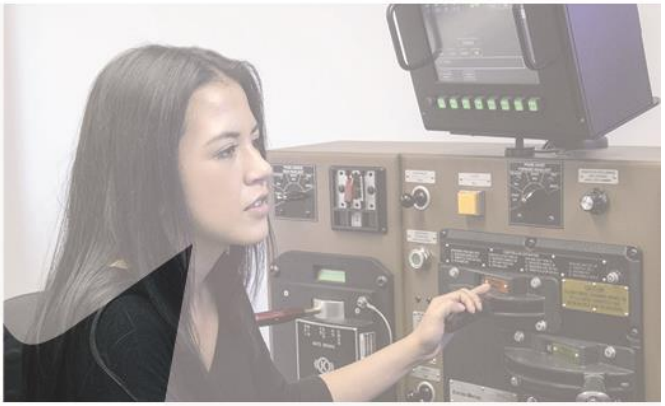
Développement économique Canada pour les régions du Québec

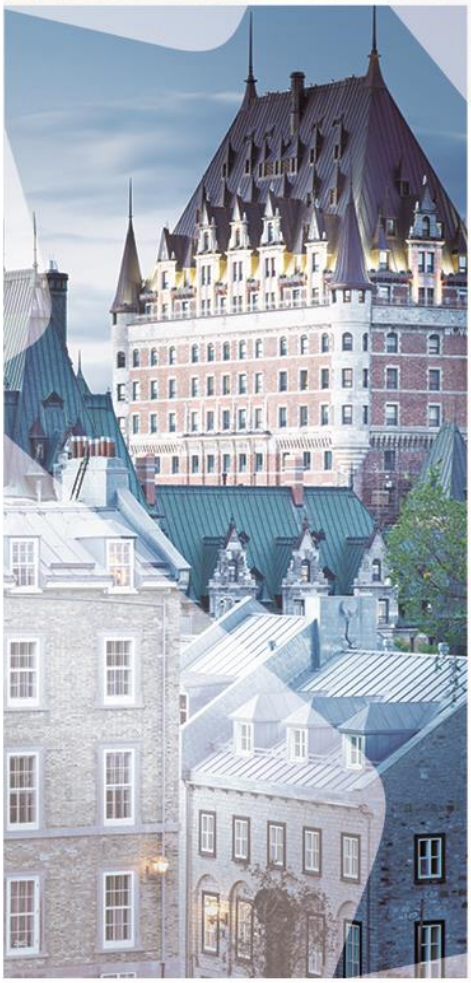
Canada Economic Development for Quebec Regions



ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2017

(NON AUDITÉS)

MARS 2017



Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2017 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de DEC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels de DEC* concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de DEC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

DEC fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2012-2013 par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG). Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère à l'adresse suivante : http://dec-ced.gc.ca/fra/ressources/publications/index.html.

Les états financiers de Développement économique Canada pour les régions du Québec n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Manon Brassard
Présidente
Montréal, Canada

Guy Lepage
Dirigeant principal des finances

Date

État de la situation financière *(non audité)*
au 31 mars
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	22 073	41 724
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 723	1 497
Avantages sociaux futurs (note 5)	1 532	1 810
Total des passifs bruts	**25 328**	**45 031**
Passifs détenus pour le compte du gouvernement		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	(2 793)	(17 850)
Total des passifs détenus pour le compte du gouvernement	**(2 793)**	**(17 850)**
Total des passifs nets	**22 535**	**27 181**
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	17 991	22 980
Débiteurs et avances (note 6)	3 050	2 971
Prêts (note 7)	371 574	332 655
Total des actifs financiers bruts	**392 615**	**358 606**
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(1 756)	(2 075)
Prêts (note 7)	(371 574)	(332 655)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	**(373 330)**	**(334 730)**
Total des actifs financiers nets	**19 285**	**23 876**
Dette nette ministérielle	**3 250**	**3 305**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	151	184
Immobilisations corporelles (note 8)	860	938
Total des actifs non financiers	**1 011**	**1 122**
Situation financière nette ministérielle	**(2 239)**	**(2 183)**

Obligations contractuelles (note 9)

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la situation financière *(non audité)*
au 31 mars
(en milliers de dollars)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Manon Brassard
Présidente
Montréal, Canada

Guy Lepage
Dirigeant principal des finances

Date

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017 Résultats prévus	2017	2016
Charges			
Développement des entreprises	62 482	73 157	47 848
Développement économique des régions	32 190	35 617	31 172
Renforcement de l'économie des collectivités	86 455	76 722	45 973
Services internes	20 907	20 823	19 969
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(2 856)	(9 593)	23 242
Total des charges	**199 178**	**196 726**	**168 204**
Revenus			
Revenus d'intérêts	407	438	95
Revenus divers	109	24	35
Revenus gagnés pour le compte du Gouvernement	(516)	(462)	(130)
Total des revenus	**0**	**0**	**0**
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	**199 178**	**196 726**	**168 204**
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		195 696	171 723
Variation des montants à recevoir du Trésor		(4 989)	(8 928)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10a)		5 963	5 385
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages		0	(3)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		**56**	**27**

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice	**(2 183)**	**(2 156)**
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice	**(2 239)**	**(2 183)**

Information sectorielle (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la variation de la dette nette ministérielle *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	**56**	**27**
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	278	321
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	(341)	(295)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(12)	(28)
Gain (perte) net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	(3)	0
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	**(78)**	**(2)**
Variation due aux charges payées d'avance	**(33)**	**43**
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	**(55)**	**68**
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	**3 305**	**3 237**
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	**3 250**	**3 305**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	196 726	168 204
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	(341)	(295)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(3)	0
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10a)	(5 963)	(5 385)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	0	3
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	398	487
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(33)	43
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	4 594	8 435
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(226)	(140)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	278	78
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	**195 430**	**171 430**
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 8)	278	321
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(12)	(28)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	**266**	**293**
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	**195 696**	**171 723**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Mandat et objectifs

Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs. DEC exerce son mandat selon les dispositions de la *Loi constituant l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec,* entrée en vigueur le 5 octobre 2005. De plus, DEC s'engage à favoriser la coopération et la complémentarité avec le Québec et les collectivités du Québec.

Ainsi, DEC vise à favoriser la croissance économique par l'innovation, les technologies propres et une approche inclusive. Des investissements stratégiques qui favorisent la transition et la diversification, et qui s'appuient sur les avantages régionaux compétitifs ouvriront la voie à cette vision renouvelée du développement économique des régions du Québec et se reflète en un unique résultat stratégique, soit : *Les régions du Québec ont une économie en croissance.* Pour atteindre ce résultat stratégique en 2016-2017, DEC dispose de quatre programmes, soit :

- **Développement des entreprises** : Ce programme vise à appuyer le développement des entreprises tout au long de leur cycle de vie afin d'accroître la croissance de l'économie du Québec. Les entreprises sont reconnues pour générer une part importante de l'activité économique et pour créer des emplois. DEC contribue ainsi au renouvellement du bassin d'entreprises au Québec en soutenant l'émergence de nouvelles entreprises et la relève entrepreneuriale. DEC contribue également à accroître la compétitivité des entreprises existantes et à assurer leur pérennité en améliorant la performance des entreprises par le développement de leur capacité de production, d'innovation, de commercialisation et d'exportation.

- **Développement économique des régions :** Ce programme vise à appuyer le développement économique des différentes régions afin d'accroître la croissance économique du Québec. Les régions du Québec ne sont pas homogènes et présentent une variété de contextes, avec leurs propres enjeux, défis et atouts. Les régions sont créatrices de richesses et leur participation à l'économie est essentielle pour assurer la croissance économique du Québec. DEC appuie ainsi le développement de leur base économique en soutenant la prise en charge du milieu face à leur développement économique et en stimulant les investissements dans toutes les régions du Québec.

- **Renforcement de l'économie des collectivités :** Outre ses programmes réguliers, DEC est appelé à concevoir, administrer et mettre en œuvre des programmes nationaux ou des initiatives ponctuelles et ciblées qui contribuent à renforcer l'économie des collectivités afin d'accroître la croissance de l'économie du Québec. Ainsi, DEC appuie le développement économique des collectivités rurales et assure la gestion saine et efficace des programmes dédiés aux infrastructures pour le Québec. De plus, DEC soutient l'activité économique des collectivités du Québec qui vivent un choc économique, qui sont confrontées à d'importants enjeux de développement économique ou qui ont des occasions porteuses d'avenir à saisir.

- **Services internes** : Les *Services internes* sont des groupes d'activités et de ressources connexes administrés pour répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ils comprennent uniquement les activités et les ressources qui s'appliquent à l'échelle d'une organisation et non celles fournies uniquement à un programme. Ils permettent une meilleure efficacité lors de la livraison des programmes et contribuent ainsi à une offre de service de qualité aux Canadiens.

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires – DEC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à DEC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au *Rapport sur les plans et les priorités 2016-2017*. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2016-2017*.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement - DEC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par DEC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par DEC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que DEC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

d) Revenus - Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent, sauf pour l'article énoncé ci-après. Les prêts ne sont pas porteurs d'intérêts et en raison de l'incertitude au sujet du recouvrement ultime, les revenus d'intérêts correspondent seulement aux frais imposés sur les montants en souffrance lorsqu'ils sont remboursés. Les autres revenus correspondent aux autres frais et gains sur disposition d'immobilisations et d'actifs.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEC. Bien que l'on s'attend à ce que la présidente maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

e) Charges - Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les paiements de transfert sont comptabilisés à titre de charges lorsque les autorisations de paiement existent et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité ou a rempli les conditions d'admissibilité établies dans le cadre du programme. En ce qui concerne les paiements de transfert ne faisant pas partie d'un programme existant, la charge est constatée lorsque le gouvernement annonce la décision d'effectuer un transfert ponctuel, dans la mesure où le Parlement a approuvé la loi habilitante ou l'autorisation de paiement avant que les états financiers ne soient achevés. Les paiements de transfert, qui deviennent remboursables lorsque les conditions spécifiées entrent en vigueur, sont comptabilisés en réduction des charges de transfert et comme montant à recevoir.

- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

- Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les installations, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

f) Avantages sociaux futurs

i. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de DEC découlant du régime. La responsabilité de DEC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

ii. Indemnités de départ : Certains employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Les débiteurs et les prêts sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. DEC n'actualise pas la valeur de ceux-ci puisqu'ils ne sont pas assortis de conditions avantageuses suffisamment importantes. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans conditions sont comptabilisés comme des prêts. Une provision est établie pour les débiteurs et les prêts dont le recouvrement est incertain.

Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

h) Immobilisations corporelles - Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 $ sont comptabilisées à leur coût d'achat. DEC n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique, les biens situés dans les réserves indiennes et les collections dans les musées.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Autre matériel	5 ans
Véhicules automobiles	6 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

i) Incertitude relative à la mesure – La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

DEC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de DEC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées	**2017**	**2016**
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	**196 726**	**168 204**
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(5 963)	(5 385)
Amortissement des immobilisations corporelles	(341)	(295)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(3)	0
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(226)	(140)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	278	78
Remboursement des contributions et des dépenses des exercices précédents	5 067	5 140
Autres	413	(254)
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(775)	(856)

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 8)	278	321
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(33)	43
Nouveaux prêts (note 7)	119 277	91 488
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	0	3
Autres	480	(6)
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	120 002	91 849
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	**315 953**	**259 197**

b) Autorisations fournies et utilisées	**2017**	**2016**
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	40 094	40 162
Crédit 5 - Subventions et contributions	275 462	221 433
Montants législatifs	3 941	4 113
	319 497	**265 708**
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	(12)	(42)
Périmés : Fonctionnement et Subventions et contributions	(3 532)	(6 469)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	**315 953**	**259 197**

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des créditeurs et des charges à payer de DEC :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Comptes créditeurs – autres ministères et organismes gouvernementaux	2 347	5 892
Comptes créditeurs – parties externes	6 115	2 998
Total des créditeurs	8 462	8 890
Charges à payer	13 611	32 834
Total des créditeurs et charges à payer bruts	**22 073**	**41 724**
Créditeurs détenus pour le compte du gouvernement	(2 793)	(17 850)
Créditeurs et charges à payer nets	**19 280**	**23 874**

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de DEC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéfices sont intégrés aux bénéfices du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que DEC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique* 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2016-2017 s'élèvent à 2 708 milliers de dollars (2 805 milliers de dollars en 2015-2016). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,12 fois (1,25 fois pour 2015-2016) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,08 fois (1,24 fois en 2015-2016) les cotisations des employés.

La responsabilité de DEC relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employées étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2017, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	**1 810**	**1 888**
Charge pour l'exercice	(26)	159
Prestations versées pendant l'exercice	(252)	(237)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	**1 532**	**1 810**

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de DEC :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	1 285	889
Débiteurs - parties externes	4 423	6 503
Avances aux employés	9	7
Sous-total	5 717	7 399
Provisions pour créances douteuses sur les débiteurs parties externes	(2 667)	(4 428)
Débiteurs bruts	**3 050**	**2 971**

Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(1 756)	(2 075)
Débiteurs nets	**1 294**	**896**

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables avec conditions se sont élevées à 5 564 milliers de dollars au cours de l'exercice 2016-2017 (5 283 milliers de dollars en 2015-2016). DEC a radié une somme de 3 000 milliers de dollars au cours de l'exercice 2016-2017 pour ces comptes jugés non récupérables (11 679 milliers de dollars en 2015-2016).

7. Prêts

Les prêts (contributions remboursables sans conditions) sont des paiements de transfert versés à des bénéficiaires admissibles pour la réalisation d'un projet. L'entente de contribution fait état de modalités de remboursement strictes qui déterminent la date et le montant des versements. Généralement, l'échéancier de remboursement ne dépasse pas cinq ans, débutant au plus tard 24 à 48 mois après la date de fin du projet. Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables sans conditions se sont élevées à 71 945 milliers de dollars au cours de l'exercice 2016-2017 (63 535 milliers de dollars en 2015-2016). DEC a radié une somme de 4 902 milliers de dollars au cours de l'exercice 2016-2017 pour ces comptes jugés non récupérables (3 845 milliers de dollars en 2015-2016). L'intégralité des prêts est détenue pour le compte du gouvernement puisque l'administrateur général n'a pas l'autorité concernant leur disposition.

Le tableau suivant présente les détails des soldes débiteurs des prêts et des paiements de transfert recouvrables de DEC :

	2017	**2016**
	(en milliers de dollars)	
Contributions remboursables au début de l'exercice	467 480	443 466
Nouvelles contributions versées	119 277	91 488
Remboursements reçus et autres crédits	(76 905)	(67 474)
Sous-total : Contributions remboursables à la fin de l'exercice	509 852	467 480
Moins : Provisions pour irrécouvrabilité	(138 278)	(134 825)
Total des prêts	**371 574**	**332 655**

8. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
Catégorie d'immobilisations	**Solde d'ouverture**	**Acquisitions**	**Ajustements (1)**	**Aliénations et radiations**	**Solde de clôture**	**Solde d'ouverture**	**Amortissement**	**Ajustements (1)**	**Aliénations et radiations**	**Solde de clôture**	**2017**	**2016**
Matériel informatique	532	7	0	0	539	315	57	0	0	372	167	217
Logiciels informatiques	4 678	140	67	0	4 885	4 376	196	0	0	4 572	313	302
Autre matériel	74	6	0	0	80	64	6	0	0	70	10	10
Véhicules automobiles	462	26	0	(46)	442	164	62	0	(31)	195	247	298
Améliorations locatives	168	0	0	0	168	124	20	0	0	144	24	44
Actifs en construction	67	99	(67)	0	99	0	0	0	0	0	99	67
TOTAL	**5 981**	**278**	**0**	**(46)**	**6 213**	**5 043**	**341**	**0**	**(31)**	**5 353**	**860**	**938**

(1) Les ajustements incluent les actifs en construction de 67 milliers de dollars qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement de l'actif.

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de DEC donnent lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels DEC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2018	2019	2020	2021	2022 et exercices ultérieurs	Total
	(en milliers de dollars)					
Paiements de transfert	224 178	88 869	27 270	21 338	26 465	388 120
Fonctionnement et entretien	4 137	1 917	1 886	11	6	7 957
Total	**228 315**	**90 786**	**29 156**	**21 349**	**26 471**	**396 077**

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, DEC est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. DEC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice, DEC a reçu gratuitement des services d'autres ministères, comme il est indiqué ci-dessous.

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, DEC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations, services juridiques et cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et au régime de soins dentaires	2 732	2 549
Installations	2 590	2 607
Services juridiques	641	229
Total	**5 963**	**5 385**

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle. Les coûts des services d'infrastructure de technologie de l'information offerts par Services partagés Canada, suite au transfert des responsabilités effectué en novembre 2011 et en avril 2013, sont également exclus de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

b) Administration de programme pour le compte d'autres ministères

En vertu d'ententes avec Infrastructure Canada (INFC), DEC administre et exécute des programmes d'infrastructure dans le cadre d'accords fédéraux-provinciaux avec la province du Québec. Les charges au titre de contributions fédérales pour ces ententes sont indiquées dans les états financiers de ce ministère et non dans ceux de DEC.

Parmi les ententes visées par ces accords figurent celles du Fonds Chantiers Canada (FCC). Dans l'exercice, DEC a engagé des charges de 18 073 milliers de dollars (24 279 milliers de dollars en 2015-2016). Pour administrer ces ententes, DEC reçoit des fonds de fonctionnement supplémentaires par l'intermédiaire des processus budgétaires dans ses propres autorisations, et ces dépenses sont incluses dans les présents états financiers.

En vertu d'un protocole d'entente signé le 1er avril 2016 avec Affaires mondiales Canada, DEC administre le Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA). Durant l'exercice, DEC a engagé des charges de 37 milliers de dollars pour le compte d'Affaires mondiales Canada. Ces charges sont constatées dans les états financiers d'Affaires mondiales Canada et ne sont pas enregistrées dans les présents états financiers.

c) Autres transactions entre apparentés

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Charges – Autres ministères et organismes	1 845	1 512

Les charges inscrites à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrites dans la section (a).

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Information sectorielle

(en milliers de dollars)

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture d'alignement des programmes de DEC. La présentation est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par les principaux programmes, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

Charges	Développement des entreprises	Développement économique des régions	Renforcement de l'économie des collectivités	Services internes	Total	Résultats 2016
Paiements de transfert						
Paiements non remboursables						
Organismes à but non lucratif	42 102	30 400	50 900	0	123 402	110 067
Autres paliers gouvernementaux	0	1 701	7 407	0	9 108	11 242
Industrie	1 072	733	18 496	0	20 301	5 506
Paiements à remboursement conditionnel						
Industrie	1 312	3	(3 215)	0	(1 900)	(6 923)
Autres	11 726	(28)	(3 344)	0	8 354	(20 955)
Sous-total	56 212	32 809	70 244	0	159 265	98 937
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(13 021)	24	3 404	0	(9 593)	23 242
Total des paiements de transfert	43 191	32 833	73 648	0	149 672	122 179
Charges de fonctionnement						
Salaires et avantages sociaux	13 477	2 391	5 548	14 297	35 713	35 840
Services professionnels et spéciaux	1 870	155	338	2 733	5 096	4 901
Locations	1 029	166	381	1 237	2 813	2 762
Transports et communications	380	64	143	397	984	970
Achats de matériel et mobilier	6	1	2	954	963	379
Amortissement	39	7	14	281	341	295
Information	84	14	30	317	445	300
Fournitures et approvisionnement	49	8	18	161	236	147
Réparations et entretien	9	2	3	6	20	28
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	0	0	0	3	3	0
Autres	2	0	1	437	440	403
Total des charges d'exploitation	16 945	2 808	6 478	20 823	47 054	46 025

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Total des charges	60 136	35 641	80 126	20 823	196 726	168 204
Revenus						
Revenus d'intérêts	423	1	14	0	438	95
Revenus divers	23	0	0	1	24	35
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(446)	(1)	(14)	(1)	(462)	(130)
Total des revenus	0	0	0	0	0	0
Coût net des activités poursuivies	**60 136**	**35 641**	**80 126**	**20 823**	**196 726**	**168 204**